



**MÉ MORANDUM D'ENTENTE SUR LA
CONSERVATION DES REQUINS
MIGRATEURS**

CMS/Sharks/MOS2/Doc. 11.1

17 décembre 2015

Français

Original: Anglais

Deuxième Réunion des Signataires
San José, Costa Rica, 15-19 février 2016
Point 11 de l'ordre du jour

PARTENAIRES COOPÉRANTS DU MdE REQUINS DE LA CMS

(note de présentation préparée par le Secrétariat)

Introduction

1. Le paragraphe 30 du MdE Requins établit la liste des entités qui peuvent s'associer au MdE par leur signature en tant que partenaires coopérants. Ces entités sont les suivantes:

- i. États n'appartenant pas à l'aire de répartition
- ii. Organisations intergouvernementales (OIG)
- iii. Organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organismes et entités concernés

2. Le MdE ne précise pas si sa signature par les partenaires coopérants nécessite une procédure spécifique.

Débats de la première Réunion des Signataires

3. À la Première Réunion des signataires, le document [CMS/Sharks/MOS1/Doc.6.2](#) a indiqué deux options pour autoriser une organisation ou un État intéressés à signer le MdE en tant que partenaire coopérant et a décrit quel rôle ils pourraient jouer dans la mise en œuvre du MdE.

4. La Réunion n'a pu parvenir à un consensus sur une procédure à suivre pour accepter des partenaires coopérants et le document susmentionné n'a pas été adopté. Un résumé des débats figure dans le rapport de la réunion ([CMS/Sharks/MOS1/Report](#)).

5. L'élaboration d'une procédure pour autoriser les partenaires coopérants et définir leur rôle a donc été confiée à un groupe de travail intersessions chargé également d'élaborer le Règlement intérieur.

6. En décembre 2012, le Secrétariat a invité tous les Signataires à prendre part au groupe de travail. Les Signataires ci-après ont manifesté leur intérêt et reçoivent désormais toute la correspondance: l'UE et cinq de ses États Membres (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-

Uni et Suède), l'Afrique du Sud, les États-Unis d'Amérique et le Kenya. Le groupe était co-présidé par le Royaume-Uni et les États-Unis et a travaillé principalement par correspondance avec l'appui du Secrétariat.

Enquête menée auprès des ONG et OIG intéressées

7. En octobre 2014, le groupe de travail a invité le Secrétariat à mener une enquête auprès des organisations non gouvernementales et intergouvernementales intéressées travaillant sur la conservation et la gestion des requins, afin d'évaluer leur intérêt à s'associer au MdE en tant que partenaires coopérants et la nature de leur contribution potentielle au Mémoire. Les résultats de l'enquête (voir le document CMS/Sharks/MOS2/Inf.6) ont été analysés par le groupe de travail intersessions.

8. Selon l'enquête, un certain nombre d'organisations ont manifesté leur intérêt à s'associer au MdE en tant que partenaires coopérants. Ces organisations apportent déjà une contribution importante à la mise en œuvre des objectifs du MdE et du Plan de conservation, en particulier dans les domaines suivants: recherche, partage des données, sensibilisation, coopération internationale, conservation de l'habitat, renforcement des capacités et promotion.

9. L'enquête susmentionnée indique que les Signataires, les États de l'aire de répartition et le Secrétariat gagneraient à coopérer avec ces organisations, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre efficace des activités prévues par le Plan de conservation. D'autant plus que les ressources dont disposent actuellement le Secrétariat du MdE et le Comité consultatif sont limitées et compte tenu des avantages découlant d'un réseau étendu d'experts et d'autres acteurs.

10. À la lumière de cette enquête, le groupe de travail intersessions a établi des termes de référence pour les partenaires coopérants, qui décrivent leur rôle et définissent une procédure d'admission des candidats au statut de partenaires coopérants (Annexe 1).

Manifestations d'intérêt à signer en tant que partenaire coopérant

11. Lors de leur première Réunion, les Signataires ont accepté que les deux organisations qui avaient officiellement présenté leur candidature pour devenir partenaires coopérants avant la réunion soient admises. La Humane Society International Australia et la Humane Society International USA ont donc signé le MdE en tant que partenaires coopérants. Plusieurs organisations ont aussi exprimé leur intérêt à signer le MdE durant la réunion, mais il leur a été demandé d'attendre qu'une procédure soit mise en place.

12. Dans le cadre de l'enquête susmentionnée, il a été demandé aux organisations d'indiquer si elles souhaitaient devenir partenaire coopérant. Celles qui ont répondu affirmativement ont ensuite été invitées à réitérer leur intérêt par une lettre officielle adressée au Secrétariat. Toutes les lettres d'intérêt reçues dans les 90 jours avant le début de la réunion sont présentées à

l'Annexe 2. Ces candidatures ont aussi été portées à l'attention des Signataires dans une notification portant la date du 19 novembre 2015

Action requise:

La Réunion des Signataires est invitée à :

1. Examiner et adopter le projet de termes de référence pour les partenaires coopérants figurant à l'Annexe 1. Le texte entre crochets (surligné en jaune) doit être examiné ultérieurement par la Réunion des Signataires. Il fait principalement ressortir la nécessité d'une décision sur les points suivants:
 - Questions relatives au vote afin de décider comment agir dans le cas où un Signataire présenterait une objection à l'acceptation d'un partenaire coopérant de la part d'un Signataire.
 - S'il faut appliquer un processus d'acceptation unique pour les États n'appartenant pas à l'aire de répartition, les OIG et les ONG.
2. Examiner les lettres d'intérêt figurant à l'Annexe 2 et décider d'accepter ou non ces organisations en qualité de partenaires coopérants.

Annexe 1

PROJET DE TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LES PARTENAIRES COOPÉRANTS

Objectif général

1. Créer de nouvelles synergies et coordonner les actions en collaborant avec des partenaires coopérants afin d'atteindre le but commun de réaliser et de maintenir un état de conservation favorable pour les requins migrateurs.

Cible

2. Les partenaires coopérants sont définis au paragraphe 30 du MdE Requins comme suit: *« Les États qui ne sont pas États de l'aire de répartition, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ou d'autres organisations ou entités partenaires »*. Le paragraphe 23 du MdE Requins donne une définition plus précise de ce que pourraient être d'autres partenaires coopérants¹.

Fonctions

3. Les partenaires coopérants doivent aider les Signataires, les États de l'aire de répartition et le Secrétariat à atteindre les objectifs des requins MdE, en particulier en aidant à:

- (a) mettre en œuvre le Plan de conservation tel qu'établi par les Signataires.
- (b) promouvoir le MdE et ses objectifs.
- (c) créer des synergies et maximiser l'efficacité de la mise en œuvre du MdE et de son Plan de conservation associé.
- (d) élaborer des programmes, projets et activités conjointes de conservation.
- (e) faciliter des initiatives communes de collecte de fonds.
- (f) partager l'information et les compétences techniques.

4. Déterminé par son mandat, ses fonctions et ses compétences spécialisées, une collaboration avec un partenaire coopérant peut comprendre les activités décrites dans le Plan de conservation du MdE Requins tels que:

- a. Recherche;
- b. Partage de données et d'informations;
- c. Activités de conservation;
- d. Renforcement des capacités;
- e. Sensibilisation;
- f. Promotion; et
- g. Collecte de fonds et soutien financier.

¹ « Tout organe scientifique, écologique, culturel, de pêche ou technique pertinent qui s'intéresse à la conservation et à la gestion des ressources marines vivantes ou à la conservation et à la gestion des requins ».

Modus operandi

5. Un partenaire coopérant doit coordonner sa collaboration avec le MdE Requins directement par le biais du Secrétariat. Toute activité/initiative conjointe doit être approuvée par la Réunion des Signataires.
6. Un partenaire coopérant doit nommer dans sa propre organisation un point focal qui facilitera la communication et partagera régulièrement des informations pertinentes avec le Secrétariat au sujet de nouvelles initiatives et activités liées au MdE Requins.
7. Le Secrétariat doit faciliter la collaboration entre les partenaires coopérants et les Signataires, les États de l'aire de répartition, les États n'appartenant pas à l'aire de répartition et le Comité consultatif, ainsi que les groupes de travail, le cas échéant.

Participation aux réunions

8. Un partenaire coopérant peut participer aux sessions des Réunions des Signataires en qualité d'observateur, mais il ne prend pas part au processus décisionnel. Un partenaire coopérant doit présenter un rapport écrit à chaque Réunion des Signataires sur les activités entreprises à l'appui du MdE Requins et de la mise en œuvre de son plan de conservation dans les 30 jours précédant la réunion.

Procédure d'acceptation des partenaires coopérants

9. [Les États n'appartenant pas à l'aire de répartition qui sont intéressés à signer le MdE sont automatiquement autorisés à le faire à tout moment.]
10. Les organisations intergouvernementales (OIG) qui sont intéressées à signer le MdE sont automatiquement autorisées à le faire à tout moment.
11. Les ONG et d'autres organismes et entités pertinents qui sont intéressés à signer le MdE doivent se conformer aux procédures décrites dans les paragraphes ci-après.
12. Les ONG souhaitant devenir partenaires coopérants doivent soumettre au Secrétariat une manifestation d'intérêt à signer le MdE. Celle-ci doit contenir des informations sur le mandat de l'organisation, ses activités en cours ainsi que sur les domaines de coopération de envisagés.]
13. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées au Secrétariat au plus tard 90 jours avant la Réunion des Signataires.
14. Le Secrétariat examinera chaque manifestation d'intérêt et enverra une notification aux Signataires dans les 30 jours après la réception.
15. Les Signataires peuvent autoriser un partenaire coopérant à signer le MdE Requins à la Réunion des Signataires ou, s'il y a suffisamment de temps avant la réunion suivante des Signataires, par le biais d'une procédure écrite ouverte par le Secrétariat.
16. Si le Secrétariat ne reçoit pas d'objections dans les 30 jours suivant l'ouverture d'une procédure écrite, il invitera l'organisation à signer le MdE Requins en tant que partenaire coopérant.

17. Si le Secrétariat reçoit une objection d'un ou de plusieurs Signataires, il inscrira la question à l'ordre du jour de la Réunion suivante pour décision [par consensus]/[à la majorité des deux tiers]/[à la majorité simple].

Cessation de partenariat

18. [La présente section s'applique uniquement aux ONG et à d'autres entités.

19. En cas d'inconduite ou de conflit d'intérêts, les Signataires peuvent mettre fin à l'association avec un partenaire coopérant.]

20. La décision de mettre fin à une association avec un partenaire coopérant sera prise à la Réunion des Signataires [par consensus]/[à la majorité des deux tiers]/[à la majorité simple].

21. Une demande officielle de la part d'un Signataire de mettre fin à une association avec un partenaire coopérant doit être envoyée au Secrétariat en donnant des raisons détaillées. Le Secrétariat en informera les Signataires dans les 30 jours après la réception.

22. Si aucun Signataire n'objecte à la cessation de l'association avec le partenaire coopérant dans les 30 jours après la notification, l'association avec le partenaire coopérant sera suspendue jusqu'à ce que la Réunion des Signataires décide de mettre fin à l'association.

23. Si le Secrétariat reçoit une objection à la cessation de l'association avec le partenaire coopérant dans les 30 jours après la notification, l'association restera en place jusqu'à ce que la Réunion des Signataires décide de mettre fin à l'association.

24. Un partenaire coopérant peut décider de mettre fin à son engagement à tout moment en envoyant une communication écrite au Secrétariat. Celui-ci en informera les Signataires.

Dispositions générales

25. Les actions menées par un partenaire coopérant seront considérées comme relevant uniquement du partenaire, à toutes fins utiles, et un partenaire coopérant ne pourra prétendre agir pour le compte du MdE Requins.



IFAW
International Fund
for Animal Welfare

12 November 2015

Dr. Bradnee Chambers
Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
United Nations Campus
Hermann-Ehlers-Str. 10
53113 Bonn, Germany

Subject: IFAW Application for Cooperating Partner Status with
CMS Sharks MoU

Dear Dr. Chambers:

I am writing on behalf of the International Fund for Animal Welfare (IFAW) to express our intent to become a Cooperating Partner to the Sharks Memorandum of Understanding (MoU) of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals, in accordance with paragraph 30 of the MoU.

Since the Sharks MOU entered into force, and with our expertise and relationships, IFAW has started to support the implementation of this MOU through:

- A. Encouraging and assisting relevant governments to join the Shark MOU and CMS and, where feasible, to increase the number of signatories. One of the success stories was the signing of nine Arab countries on the Shark MoU in February 2014 at the regional capacity building workshop.
- B. Holding in cooperation with CMS several regional capacity building workshops in order to help improve shark conservation, especially in the Middle East. This included both education and awareness raising but also training in international fishery management and particularly implementation and enforcement of new legislation to accommodate the recent CITES listings on sharks.
- C. Working with countries on potential new listings of threatened shark species in CMS and CITES.

INTERNATIONAL HEADQUARTERS
290 Summer Street
Yarmouth Port, MA 02675-1734
USA
Tel: 508 744 2000
Fax: 508 744 2009

Australia

Belgium

Canada

China

France

Germany

India

Japan

Kenya

Netherlands

Russia

South Africa

United Arab Emirates

United Kingdom

United States



Dr. Bradnee Chambers
12 November 2015
Page 2

- D. Publishing, in cooperation with CMS, the Sharks Guide in the Arabian Seas (May 2014).
- E. Helping, assisting and supporting improved cooperation with governments.

IFAW reaffirms its commitment to enhance the efforts highlighted above and to support the relevant activities and events for the future.

Furthermore, IFAW nominates Dr. Akram Eissa Darwich, Programme Manager, IFAW MENA office, as a Focal Point of the Cooperating Partner Status with CMS Sharks MoU.

We thank you very much for the opportunity to become a Cooperating Partner and look forward to hearing from you.

Yours Sincerely,

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line and a small flourish.

Azzedine T. Downes
President and CEO
IFAW - International Fund for Animal Welfare



Protecting Our Ocean Planet -
One Dive at a TimeSM

Dr. Bradnee Chambers
Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
United Nations Campus
Hermann-Ehlers-Str. 10
53113 Bonn, Germany

26 October 2015

Dear Dr. Chambers:

Re: Project AWARE Application for Cooperating Partner Status with CMS Sharks MoU

I am writing to re-iterate Project AWARE's sincere interest in becoming a Cooperating Partner to the UNEP/CMS Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Sharks, as described in Paragraph 30 of the MoU, and originally expressed by us in August of 2012. (See enclosures)

Project AWARE Foundation - an international NGO with offices in Australia, the UK and the U.S. work with scuba divers on two critical issues: sharks and rays in peril and marine debris. We are deeply committed to conservation of migratory sharks, the Sharks MoU, and the implementation of the Conservation Plan.

Project AWARE is consistently advocating for national, regional and global management and conservation actions that heed all available scientific advice for limiting shark and ray catches; fully protecting these species listed as Endangered or Critically Endangered by the IUCN; setting precautionary fishing limits (where no advice exists) and ensuring all sharks are landing with fins naturally attached.

Project AWARE has engaged thousands of scuba divers globally in shark and ray conservation, not only through advocacy related to CITES, CMS or RFMOs but also through local efforts such as training and education programs. We remain committed to working with the Sharks MoU Secretariat, the MoU Signatories, CMS Parties, partner NGOs, and other entities to see the protections afforded to the migratory sharks and rays under CMS Appendices and the measures outlined in the Conservation Plan are implemented nationally and regionally.

As with the 1st Meeting of the Signatories to the MoU, Ms. Ania Budziak, Project AWARE's Associate Director, Programs will be attending the 2nd Meeting taking place in Costa Rica, February 2016. Ms. Budziak would be honored, and is hereby authorized, to undertake any formal process required for Project AWARE to become a Cooperating Partner to the Sharks MoU while she represents our organization at the meeting.

Yours sincerely,

Tiffany Leite
Director

PROJECT
AWARE
FOUNDATION

Americas
30151 Tomas, Suite 200
Rancho Santa Margarita
CA 92688-2151 USA
phone: +1 949 858 7657
fax: +1 949 267 1221
information@projectaware.org

Asia Pacific
Unit 3, 4 Skyline Place
Frenchs Forest, NSW 2086
Australia
phone: +61 2 9454 2890
fax: +61 2 9454 2999
info@projectaware.org.au

Europe, Middle East & Africa
The Pavilions
Bridgwater Road, Bristol BS13 8AE
United Kingdom
phone: +44 117 300 7313
fax: +44 117 971 0400
info@projectaware.org.uk



Protecting Our Ocean Planet –
One Dive at a Time

Ms Elizabeth Maruma Mrema
Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
United Nations Campus
Hermann-Ehlers-Str. 10
53113 Bonn, Germany

22 September 2012

Dear Ms Mrema:

Re: Project AWARE Foundation and the CMS MoU on the Conservation of Migratory Sharks

I am writing to express the sincere interest of Project AWARE Foundation in becoming a Cooperating Partner to the CMS Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Sharks (MoU).

Project AWARE Foundation, an international nonprofit organization with offices in Australia, UK and US working with scuba divers on two critical issues: sharks in peril and marine debris, is deeply committed to conservation of migratory sharks and the principles and measures of the MoU. We have been proud to add our voice to a call for CMS protections for mantas at CoP10 and have welcomed the Appendix I and II listings for the Giant Manta Ray. Most recently, we have sponsored an IUCN motion on the Conservation and Management of Mako Sharks, overwhelmingly adopted by the IUCN assembly on 15 September 2012. Inter alia, the motion “encourages all fishing nations and entities, particularly Parties to CMS, to support implementation of the CMS MoU for Migratory Sharks, including development of regional conservation plans as appropriate for listed species.” Finally, as a steering committee member of the Shark Alliance for the past six years, we have shown an unwavering commitment to ending the unacceptable practice of finning by working towards an EU wide fins attached policy with no exceptions.

Ms Ania Budziak, our Associate Director for Science and Policy, is attending the First Meeting of Signatories to the Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Sharks taking place in Bonn September 24th-27th, 2012.

Given Project AWARE Foundation’s commitment to date, we would be honored to sign onto the MoU as a Cooperating Partner. Ms Budziak would be pleased, and is hereby authorized as an executive of Project AWARE Foundation, to undertake any formal process required while in Bonn.

Yours sincerely,

Alex S. Earl

Executive Director

alex.earl@projectaware.org



Dr. Bradnee Chambers
Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
United Nations Campus
Hermann-Ehlers-Str. 10
53113 Bonn, Germany

26 October 2015

Dear Dr Chambers

The Shark Trust's application for Cooperating Partner Status with the CMS Sharks MoU.

I am writing to express the Shark Trust's interest in becoming a Cooperating Partner to the UNEP/CMS Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Species as described in paragraph 30 of the MoU, and originally expressed at the 2012 meeting of the CMS MoU in Bonn.

The Shark Trust was established in the UK in 1997 as a body to represent sharks, skates, rays and chimaera to the public, industry and policy makers. A membership organisation, the Trust is dedicated to advancing the worldwide conservation of all chondrichthyans through science, education, influence and action.

The Shark Trust is a globally respected advocate for conservation and sustainably managed fisheries and sits at the centre of a network of stakeholders and members at UK, EU and global levels, undertaking a wide range of high profile projects and campaigns across policy, stakeholder engagement, public engagement and citizen science.

The Shark Trust was one of the founder members of the European Elasmobranch Association (EEA) and provides its Secretariat. It was also a founder and highly active member of the successful EU Shark Alliance campaign (2006-2013) and continues to successfully collaborate with organisations associated to the Alliance and more widely on Regional Fisheries Management Organisations (RFMOs) and Multilateral Environmental Agreement (MEA) activities. The Trust is committed to the conservation of migratory species, the sharks MoU, and the implementation of the Conservation Plan.

Ms Ali Hood, Director of Conservation for the Shark Trust hopes to attend the second meeting of the CMS Sharks MoU in Costa Rica. Ms Hood is authorised to undertake any formal process required for the Trust to become a Cooperating Partner to the CMS MoU while at the 2016 meeting. We look forward to hearing from you in due course.

Yours sincerely

Paul Cox
Managing Director

The Shark Trust, 4 Creykes Court,
The Millfields, Plymouth, Devon, PL1 3JB.

T: +44 (0)1752 672008
E: enquiries@sharktrust.org

Registered Charity No. 1064185
Registered Company No. 3396164

November 15, 2015

Andrea Pauly
UNEP / CMS Secretariat
United Nations Premises
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn, Germany



Dear Ms. Pauly:

On behalf of Shark Advocates International (SAI), I am writing to confirm our interest in becoming a Cooperating Partner for the Convention on Migratory Species (CMS) Memorandum of Understanding (MoU) on Migratory Sharks and the corresponding Conservation Plan, in line with paragraph 30 of the MoU.

I founded SAI as a project of The Ocean Foundation in 2010 based on my two decades of experience in shark conservation (gained while representing the US based Ocean Conservancy and EU based Shark Alliance). The main goal of SAI is to advance sound, science-based conservation policies for sharks and rays.

SAI is committed to actively engaging in shark and ray policy development, in collaboration with leading shark scientists and key governments. We strive to accurately communicate the plight of sharks to the media and the public, and channel resulting concern into concrete conservation actions. SAI takes pride in solid relationships with representatives from a diverse array of stakeholders including other conservation groups, animal welfare organizations, aquariums, diving associations, and fishermen.

As you may recall, I participated in the development of the Sharks MoU and Conservation Plan. At the 2008 CMS Conference of Parties (CoP), I promoted the listing of spiny dogfish, makos, and porbeagles. SAI advocated for the CMS listing for the giant manta ray at the 2011 CoP, and the addition of numerous shark and ray species to the Appendices in 2014. I have also participated in Convention on International Trade in Endangered Species (CITES) meetings since 1997, representing SAI at the 2010 and 2013 CoPs.

SAI holds seats on most advisory panels relevant to US domestic fishery regulations for Atlantic elasmobranchs, including spiny dogfish, makos, and porbeagles, as well as basking, white, and whale sharks. I also actively participate in meetings of the world's Regional Fisheries Management Organizations (RFMOs), maintaining appointments to US advisory committees regarding the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT) and the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO).

Given this focus and expertise, I believe SAI is well placed to contribute to the implementation of the CMS Sharks MoU, particularly the Conservation Plan's activities aimed at increasing public awareness and participation, and ensuring sustainable shark fishing. Please note that, if SAI is selected, I would serve as focal point, while any partnership agreements would be signed by representatives from The Ocean Foundation.

Thank you for your consideration.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Sonja Fordham", is positioned below the word "Sincerely,".

Sonja Fordham
President

14th October 2015

To whom it may concern,

Hereby, The Manta Trust would like to express our interest in becoming a Cooperating Partner to the Sharks Memorandum of Understanding (MoU) of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals, in accordance with paragraph 30 of the MoU.

The Manta Trust takes a multidisciplinary approach to the worldwide conservation of mobulid rays (manta and mobula rays) and their habitat through robust science and research, while raising awareness and providing education to the general public and community stakeholders alike. With projects in over 18 countries we have established strong relationships with a vast number of scientific and government institutions, and are working closely together with local researchers and communities. Throughout our network we focus on collaborating and streamlining activities that are crucial for advancing the research and conservation of these species, and can therefore assist in implementing activities listed under the MoU objectives.

Our network includes projects in several critical range states for manta and mobula rays, such as India, Sri Lanka and Indonesia, which are recognised as the largest mobulid ray fishing nations. Our research teams in these countries have gathered extensive knowledge and data that will be useful for supporting and informing any work conducted under the MoU objectives.

The Manta Trust is able to provide advice for conducting workshops on manta and mobula ray research and conservation, and can establish the necessary contacts if expert knowledge related to any issues regarding these species is required. We have developed training materials for mobulid gill plate identification, an Indo-Pacific mobulid guide, and are currently working on a Global Mobulid Identification Guide Project that includes the generation of a field guide, which might be useful for any trainings conducted by the Secretariat.

We thank you very much for the opportunity to become a Cooperating Partner, and look forward to hear from you!

Kind regards



Guy Stevens

Chief Executive / Founder | Manta Trust
guy@mantatrust.org | www.mantatrust.org



2300 Southern Boulevard, Bronx, NY 10460 USA tel: ++1 718.741.8156 fax: ++1 718.584.1645

Mr. Bradnee Chambers
Executive Secretary
Convention on Migratory Species
UNEP / CMS Secretariat
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Germany
Email: cms.secretariat@cms.int
andrea.pauly@cms.int

28 October 2015

Re: Cooperating Partnership with CMS MoU on the Conservation of Migratory Sharks

Dear Mr. Chambers,

I am writing on behalf of the Wildlife Conservation Society (WCS) to confirm our organization's interest in signing, as a Cooperating Partner organization, the CMS Memorandum of Understanding on the Conservation of Migratory Sharks, in accordance with paragraph 30 of the MOU.

Established in 1895, WCS saves wildlife and wild places worldwide through science, conservation action, education, and inspiring people to value nature. WCS envisions a world where wildlife thrives in healthy lands and seas, valued by societies that embrace and benefit from the diversity and integrity of life on earth. Headquartered at the Bronx Zoo in New York, USA, WCS conducts over 500 wildlife research and conservation projects worldwide in more than 60 countries. These include a growing portfolio of marine projects in the waters of more than 20 countries and all five of the world's oceans that are increasingly focused on effective management of capture fisheries and marine protected areas (MPAs) and the long-term conservation of marine megafauna, including cetaceans, marine turtles, pinnipeds, sharks and rays.

WCS has a relatively long history in shark conservation. We supported the first-ever research into the Hong Kong shark fin market, assisted implementation of the FAO International Plan of Action for the Conservation and Management of Sharks (IPOA-Sharks), provided technical support and advocacy to international policy efforts to conserve sharks and rays, such as through CMS, CITES, and UN Regional Seas Conventions, and initiated ecological and fisheries monitoring programs for sharks and rays in several countries where we work, most notably Belize, Fiji, Gabon, and Indonesia. Our current shark and ray portfolio incorporates field research, conservation and management planning, capacity-building, outreach and awareness, and national and international shark policy in numerous countries and regions around the world. Our New York Aquarium, which welcomes more than 750,000 per year, is completing a flagship *Ocean Wonders: Sharks!* exhibit that will educate and inspire the public to become better stewards of these animals and their habitats.

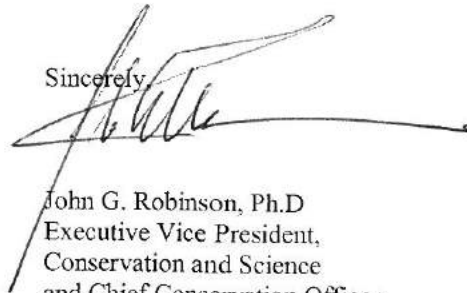
WCS has prioritized sharks and rays as one of six priority species groups (along with elephants, apes, big cats, cetaceans, and tortoises and freshwater turtles) in our new strategic *WCS:2020* strategic plan, thus committing our entire organization to the conservation of these fishes. Recognizing the global distribution of these fishes and of

.../...

many individual species, as well as the ubiquitous threat of overfishing, we have recently partnered with several other NGOs in developing a global strategy for shark and ray conservation and a global initiative to shepherd its implementation, which we expect to guide not only our own organizations' efforts but those of many others in seeking to reverse the decline of these species.

We see enormous potential for synergy between WCS's efforts on behalf of sharks and rays and those of the CMS Sharks MOU and look forward to the opportunity to explore possibilities with you, your staff, and your country signatories in the coming months and at the February 2016 MOS2 meeting in Costa Rica.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Robinson', with a long horizontal flourish extending to the right.

John G. Robinson, Ph.D
Executive Vice President,
Conservation and Science
and Chief Conservation Officer
Wildlife Conservation Society